

# Actu Monde France

## Solaire : le gros coup d'EDF

**2020/2035** Jean-Bernard Lévy a annoncé hier 25 milliards d'euros d'investissement pour faire de la France l'une des grandes puissances solaires

JEAN-DENIS RENARD  
jd.renard@sudouest.fr

L'annonce tombait à pic à la veille du One Planet Summit qui se tient aujourd'hui à Paris à l'invitation d'Emmanuel Macron (lire ci-dessous). Hier, EDF a annoncé un énorme effort à venir sur le solaire photovoltaïque : 30 gigawatts (GW) de capacité à construire entre 2020 et 2035, soit l'équivalent d'environ vingt réacteurs nucléaires : la puissance des tranches nucléaires oscille entre 0,9 GW pour les plus vieilles (Le Blayais par exemple) et 1,6 GW pour le futur EPR de Flamanville.

Pour donner une idée du coup de rein à produire, la capacité totale de production d'énergie solaire en France était de 7,4 GW il y a six mois. À elle seule, EDF veut faire quatre fois plus en l'espace de quinze ans. L'investissement projeté est à la mesure de l'ambition : 25 milliards d'euros, selon Jean-Bernard Lévy, le patron d'EDF.

### Des parcs solaires grande taille

C'est le segment des fermes solaires de grande taille qui est visé, celles d'une puissance égale ou supérieure à 100 mégawatts (MW). Il est sous-développé en France où la taille moyenne des fermes est de 12 MW.

Dans la région, la vaste installation de la société Neoen à Cestas (Gironde) en est la meilleure illustration. Elle fournit l'équivalent de la consommation électrique de Bordeaux grâce à une forêt de panneaux à perte de vue. Selon Antoine Cahuzac, le PDG d'EDF Énergies Nouvelles, les fermes solaires de grande taille permettent des économies d'échelle considérables

sur les coûts d'exploitation comme sur l'investissement initial.

« C'est un plan d'une ampleur sans précédent en Europe », appuie Jean-Bernard Lévy, qui estime entre 25 000 et 30 000 hectares la superficie nécessaire. Ce ne sera pas le plus simple. EDF va passer son patrimoine foncier au peigne fin. L'électricien pourrait ainsi reconverter au solaire les centrales thermiques qu'il ferme. Il peut également monter des panneaux solaires dans l'enceinte de ses centrales nucléaires. « Nous avons 19 centrales en France. Leur superficie est deux fois supérieure à celle des bâtiments », dit-on chez EDF.

Le groupe envisage aussi du photovoltaïque flottant sur les retenues de ses barrages hydrauliques. « Mais ce ne sera pas suffisant », concède Jean-Bernard Lévy, qui attend des solutions de la part des pouvoirs publics. Sur la réglementation en vigueur. Et sur les opportunités foncières, comme des terrains militaires à réaffecter. « Il y aurait des appels d'offres lancés par l'État et nous nous positionnerions sur ces appels d'offres », envisage-t-on chez EDF.

EDF évalue à deux ans la durée nécessaire pour recenser le foncier disponible et pour ficeler les premiers dossiers. C'est pour cela que le chantier devrait démarrer concrètement en 2020. Ensuite « nous irons au rythme de 2 GW par an jusqu'en 2035 », risque Antoine Cahuzac.

### Baisser la part du nucléaire

Plusieurs raisons militaient pour un plan d'envergure. Le prix des panneaux s'est effondré, et ça va continuer. Ceci autorise les électriciens à



C'est le segment des grandes fermes solaires, comme celle de Cestas (33) qui est visé. ARCH. S. LARTIGUE

Le patron d'EDF estime entre 25 000 et 30 000 hectares la superficie nécessaire

pratique des tarifs de plus en plus bas : 50 € le mégawatt-heure (MWh) d'électricité solaire quand le tarif garanti à EDF pour l'électricité produite par ses deux futurs EPR d'Hinkley Point (Grande-Bretagne) s'élève à 105 € le MWh. Peu active sur ce marché, EDF ne peut pas se permettre de loucher le train alors que sa rivale Engie se diversifie dans les renouvelables à la vitesse de l'éclair.

EDF doit par ailleurs se plier aux exigences de la loi de Transition énergétique de 2015, qui lui commande de

baisser la part du nucléaire dans la production électrique française. Elle est d'environ 75% aujourd'hui, elle devra être ramenée à 50%. L'objectif 2025, inscrit dans la loi, a été récemment différé par Nicolas Hulot sous les hurlements de colère des écologistes. Il n'en reste pas moins couché noir sur blanc.

L'État mettait une pression maximale sur EDF sur ce sujet, il a maintenant un début de réponse. Il n'a pas encore la suite, à savoir la liste des centrales nucléaires à fermer.

### En retard sur les objectifs

Par ailleurs, la France reste un mauvais élève en ce qui concerne le photovoltaïque, qui ne fournit que 1,6% de l'électricité française, contre 6% en Al-

lemagne et 3,5% en Grande-Bretagne. Alors qu'on ne circule pas tous les jours en maillot de bain et débardeur dans les rues de Bristol ou de Francfort. « Nous bénéficions du cinquième ensoleillement européen et pourtant nous sommes derrière », constate Jean-Bernard Lévy.

Jusqu'à présent, la progression du solaire restait lente. La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE, la feuille de route de l'énergie française) fixe un objectif minimum de 18,2 GW de photovoltaïque pour 2023. En l'état actuel des choses, « nous allons loucher ce chiffre d'une poignée de gigawatts », évalue Antoine Cahuzac. Il faudra bien « un tournant majeur de l'histoire d'EDF » pour rattraper le coup.

## Le sommet pour la Terre s'ouvre aujourd'hui



Le président français se positionne en sauveur de la planète. PHOTO AFP

**PARIS** Deux ans après l'Accord de Paris, Emmanuel Macron convie ses pairs pour les travaux pratiques

C'était il y a deux ans jour pour jour, les vivas dans la grande salle de conférence du Bourget, les trémolos dans la voix et les embrassades : l'Accord de Paris était adopté à main levée par la communauté internationale à la clôture de la COP 21, la grand-messe annuelle de la négociation climatique. Promis juré, on allait cantonner le réchauffement « bien en-dessous » de la barrière des 2 °C (par rapport à l'ère préindustrielle). Voire à 1,5 °C.

Décembre 2017 : les appels mi-graves mi-effrayés se succèdent : un jour les scientifiques, l'autre les économistes. Les émissions de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse. La concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère bat un nouveau record cette année. Ce sera la même chose l'an prochain par simple effet d'accumu-

lation de ce que l'on envoie dans l'atmosphère.

Plus grave encore, on ne discerne pas bien ce qui pourrait inverser la tendance alors que la somme des efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre auxquels les États se sont engagés lors de la COP 21 promet un réchauffement d'au moins 3 °C. Surtout quand les États-Unis font bande à part sur fond de fanatisme libéralo-religieux.

### Quand Macron sauve le monde

C'est dans ce contexte très inquiétant qu'Emmanuel Macron a décidé de pousser l'avantage politique que lui a conféré son « make our planet great again ». Un slogan prononcé dans la foulée du retrait américain de l'Accord de Paris, le 1<sup>er</sup> juin dernier.

Six mois plus tard, le président français se positionne à nouveau en sauveur de la planète en convoquant (en compagnie de l'ONU et de la Banque mondiale) le « One planet summit » qui dit bien ce que son intitulé anglophone veut dire : il n'y a pas de Terre de rechange et il serait temps de s'en apercevoir.

À Boulogne-Billancourt aujourd'hui, il y aura Theresa May, Mariano Rajoy et une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement. Et puis des élus des régions et des villes qui se mobilisent dans la lutte pour le climat (notamment aux États-Unis), ainsi que des représentants du monde de la finance et des affaires.

### Pour réorienter la finance

C'est vers eux que la diplomatie fran-

çaise entend tourner ses efforts, sachant que pour le climat comme pour le reste, l'argent est le nerf de guerre. À la COP 21, les pays développés avaient promis d'apporter d'ici à 2020 85 milliards d'euros par an aux pays pauvres pour qu'ils atténuent les effets du réchauffement et réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre. Ce financement n'est toujours pas bouclé alors qu'il représente une part infime des fonds brassés par la finance mondiale.

Comme le répètent bruyamment les ONG, les investissements bancaires dans les énergies fossiles n'ont pas non plus tari. Et le levier indispensable à l'économie verte, à savoir la taxation du carbone émis dans l'atmosphère, reste dans les limbes. Il y a du boulot. J.-D.R.